Solidarité féministe internationale avec l'Ukraine pour une reconstruction inclusive et juste

jeudi 9 février 2023, par GHEORGHIEV Olga (Date de rédaction antérieure : 7 février 2023).

L'avenir de l'Ukraine après la guerre est l'un des sujets centraux du débat politique aux niveaux national et international. La guerre de la Russie contre l'Ukraine a non seulement contraint des millions de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays à fuir leur foyer, mais a également gravement affecté l'économie et les infrastructures de l'Ukraine, entraînant une baisse annuelle record du PIB, paralysant l'industrie et provoquant une forte hausse du chômage. En outre, la guerre a affecté de manière disproportionnée la vie des femmes, qui représentent plus de 90 % des réfugiés, ainsi que les enfants et les personnes âgées dont elles ont la charge.

Les visions sur la manière de reconstruire le pays varient en termes de portée et de priorité, et reflètent souvent les intérêts contradictoires des parties prenantes. Quels que soient les plans stratégiques et les récits qui guideront le redressement du pays, il est clair que les coûts seront supportés par les travailleurs ukrainiens. Dans le même temps, la pression mondiale en faveur d'une libéralisation accrue du marché du travail et d'une réduction des programmes de protection sociale pourrait conduire à une situation encore plus vulnérable et précaire sur le marché du travail pour les femmes ukrainiennes. La mesure dans laquelle les concepts de reconstruction de l'Ukraine reflètent les intérêts des travailleurs ukrainiens, y compris les femmes, dépendra de la mesure dans laquelle ils sont inclus dans le débat et dans quelle mesure leurs voix sont entendues et reconnues.

> « La crise actuelle a démontré l'existence de deux poids deux mesures, de la discrimination raciale et du traitement préférentiel de certains groupes de réfugiés. »

La Chambre d'experts en matière de genre de la République tchèque, en coopération avec l'Académie tchèque des sciences, a organisé une table ronde sur le thème « La solidarité féministe transnationale pour soutenir la reconstruction et la lutte de l'Ukraine ». Parmi les invités figuraient la sociologue et militante politique ukrainienne Oksana Dutchak, la chercheuse et militante de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté Nina Potarska, la journaliste et rédactrice en chef de Voxpot Vojtěch Boháč, et Eva Čech Valentová, représentante de l'Association tchèque pour l'intégration et la migration. La discussion, animée par Míla O'Sullivan de l'Institut des relations internationales, nous a permis d'entendre les luttes et les visions de la reconstruction d'après-guerre de la bouche de représentants de la société civile ukrainienne.

La question de la solidarité transnationale est particulièrement pertinente étant donné que les réactions internationales à l'agression russe, en particulier celles des cercles de gauche occidentaux, ne sont pas toujours fondées sur une compréhension profonde des luttes menées par les groupes féministes et les travailleurs en Ukraine. En mars 2022, un certain nombre de féministes occidentales ont signé un manifeste condamnant le soutien de l'Ukraine en matière d'équipement

militaire et appelant à une démilitarisation immédiate comme moyen de parvenir à la paix et à la sécurité dans la région. Cette incompréhension des circonstances historiques et de la situation actuelle a été mise en évidence dans une réponse initiée par des féministes ukrainiennes intitulée « The Right to Resist : A Feminist Manifesto ». Les auteurs, dont la panéliste Oksana Dutchak, ont condamné l'ignorance de ceux qui se livrent à une « analyse géopolitique abstraite » et ne reconnaissent pas le droit de l'Ukraine à résister à l'agression impérialiste et « le droit des femmes à déterminer de manière indépendante leurs besoins, leurs objectifs politiques et les stratégies pour les atteindre ».

Dans le cadre du débat, Oksana Dutchak a exprimé un certain nombre de questions qui sont devenues particulièrement pertinentes pendant la guerre et qui nécessitent une réponse conjointe de la gauche ukrainienne et occidentale. Tout d'abord, le grand nombre de réfugiés ukrainiens en Europe et les obstacles qu'ils rencontrent sur le chemin de la migration ont à nouveau soulevé la question des régimes frontaliers européens. La crise actuelle a démontré l'existence de deux poids deux mesures, de la discrimination raciale et du traitement préférentiel de certains groupes de réfugiés. Elle a également mis en évidence les obstacles systémiques auxquels les réfugiés ukrainiens (dont la plupart sont des femmes avec enfants) sont confrontés lorsqu'ils tentent de s'intégrer aux marchés du travail européens.

> « Toute critique de l'OTAN et des structures similaires devrait tenir compte des intérêts des petits États pour lesquels ces groupes militaires et de défense sont vitaux. »

En outre, la guerre appelle à la création d'un nouveau système de sécurité durable dans la région, capable de garantir la paix et la stabilité des pays d'Europe orientale. L'expérience de l'Ukraine montre la vulnérabilité des États neutres et la nécessité urgente de construire un système de sécurité efficace, stable et équitable, capable de protéger contre toute nouvelle agression impérialiste. Toute critique de l'OTAN et de structures similaires devrait tenir compte des intérêts des petits États pour lesquels ces groupes de défense militaire sont vitaux. Outre la création et le maintien d'alliances de sécurité efficaces, il convient de mettre en œuvre des programmes visant à accélérer le désarmement mondial, ainsi que des traités multilatéraux et à grande échelle de réduction des armements stratégiques.

Les activistes et les experts ukrainiens ont également plaidé en faveur de l'annulation de la dette extérieure. La crise économique à laquelle l'Ukraine est confrontée en raison de l'invasion russe a pour toile de fond des obligations croissantes en matière de dette, en particulier envers les organisations et institutions financières internationales telles que la Banque mondiale (BM), le Fonds monétaire international (FMI) et la Commission européenne (CE). Comme l'ont noté les panélistes, le montant énorme de la dette extérieure est une source de préoccupation. En outre, avant même le début de l'invasion à grande échelle, il était clair que l'Ukraine ne serait pas en mesure de gérer sa dette croissante et de satisfaire en même temps aux conditions du FMI. Dans ce contexte, la BM a fait valoir que la « bonne gouvernance » était cruciale pour un État en guerre qui continuait à recevoir un soutien financier sous forme de prêts.

En d'autres termes, les institutions financières attendent de l'État qu'il soutienne une « économie de marché réussie », principalement en protégeant les entreprises privées et en stabilisant les paramètres macroéconomiques. La priorité absolue de la BM est de « s'attaquer à l'inflation et à la stabilité macrofinancière », puis de « rétablir la capacité des entreprises privées à reprendre leurs activités normales ». Ainsi, les aspects les plus importants qui restent sans réponse sont les soins de santé, la prise en charge des groupes vulnérables, la sécurité et les besoins matériels du peuple ukrainien.

> « Le besoin urgent d'aide humanitaire détourne l'attention et les ressources des efforts

> visant à promouvoir l'égalité des sexes et à protéger les droits sociaux. »

La BM affirme également que les plans de reconstruction peuvent « fournir l'occasion de repenser les services sociaux… la reconstruction des institutions de services sociaux devrait viser un nouveau modèle de soins qui ne soit plus principalement institutionnel (par exemple, orphelinats, maisons de retraite, institutions pour personnes handicapées), mais plutôt axé sur les soins à domicile et dans la communauté ». En d'autres termes, cette approche est fondée sur le transfert de la responsabilité de l'aide sociale et des soins aux personnes et à leurs familles, ce qui indique une fois de plus que la charge sociale sera largement supportée par les femmes.

Bien qu'il s'agisse d'un coup dur pour la lutte pour l'égalité des sexes en Ukraine, la position précaire et vulnérable des femmes ukrainiennes sur le marché du travail, dans l'économie informelle et dans l'accomplissement de leurs obligations sociales n'est pas un sujet nouveau. Comme le souligne le manifeste de Right to Resist, « les féministes ukrainiennes se sont battues contre la discrimination systémique, le patriarcat, le racisme et l'exploitation capitaliste bien avant aujourd'hui ». Comme l'a fait remarquer Nina Potarska de la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté au cours de la discussion, le besoin urgent d'aide humanitaire détourne l'attention et les ressources des efforts visant à garantir l'égalité des sexes et à protéger les droits sociaux.

Contraintes de fuir la zone de guerre, et souvent de quitter carrément le pays, les Ukrainiennes ont été confrontées à des problèmes d'accès au logement, aux infrastructures sociales, à des revenus stables, aux services de santé et aux droits reproductifs (notamment en matière d'accès à la contraception et à l'avortement). Nombre d'entre eux risquent d'être victimes de la traite sexuelle forcée. Les problèmes d'accès aux services sociaux, notamment aux écoles et aux jardins d'enfants, ont alourdi la charge des femmes, qui s'occupent souvent non seulement de leurs enfants mais aussi des membres handicapés ou âgés de leur famille et de leur communauté. Ces responsabilités rendent également difficile l'intégration des femmes sur le marché du travail.

> « La grande vague de réfugiés a trouvé les pays européens complètement démunis pour leur fournir un logement adéquat, et a également révélé une faible capacité organisationnelle. »

Nina Potarska a également attiré l'attention sur la situation des femmes dans les territoires occupés qui sont coincées entre la nécessité de survivre dans les conditions imposées par les forces d'occupation et les accusations potentielles de collaboration par les autorités ukrainiennes. C'est généralement le cas des enseignants, des médecins et d'autres travailleurs qui sont contraints de trouver des stratégies de survie dans une réalité nouvelle et extrêmement menaçante.

Eva Čech Valentova, de l'Association tchèque pour l'intégration et la migration, a évoqué les ressources limitées et la lourde charge de travail des ONG travaillant avec les migrants et les réfugiés, dont les « lignes d'assistance se sont transformées en lignes téléphoniques d'urgence ». La grande vague de réfugiés a pris les pays européens, dont la République tchèque, complètement au dépourvu pour leur fournir un logement adéquat, et a révélé un manque de plans de gestion de crise et une faible capacité organisationnelle. Dans ce contexte, les ménages privés et leur capacité à s'auto-organiser ont joué un rôle crucial dans l'accueil des réfugiés.

En outre, la politique migratoire tchèque reflète mal le contexte de genre de la migration et reste, selon les termes d'Eva Czech Valentova, « aveugle au genre ». Il s'agit des droits reproductifs et de l'accès aux soins de santé, de la lutte contre la violence fondée sur le sexe, ainsi que du rôle social et reproductif des femmes en tant que seules responsables de leurs enfants et des autres membres de la famille. Dans le même temps, le traitement inadéquat de ces questions aux niveaux politique et

institutionnel complique les processus d'intégration équitable et durable des femmes sur le marché du travail et dans la société en général. Actuellement, les plans et propositions du gouvernement tchèque se concentrent sur le court terme et les besoins matériels les plus urgents des réfugiés. Ils ne répondent pas aux besoins à long terme d'une infrastructure sociale adéquate pour soutenir les femmes et leurs enfants dans le processus d'intégration.

Enfin, le journaliste Vojtech Bogach a présenté un aspect important du rôle des femmes journalistes dans la couverture et la documentation des conséquences de l'invasion russe. L'agression russe, comme les guerres en général, est souvent décrite comme une démonstration de force hypermasculine, et le récit du courage et de l'héroïsme masculin domine les récits documentant la guerre. Vojtech Bogach a souligné l'importance de couvrir des histoires qui évitent ces vues hypermasculines et détaillent plutôt les sacrifices consentis par les femmes qui s'aventurent dans des voyages dangereux et imprévisibles pour la sécurité de leurs enfants. Les femmes journalistes ont la possibilité d'aller au-delà des reportages de guerre habituels et de devenir une voix importante pour une couverture véridique, sensible et complète de ces périodes troublantes.

Olga Gheorghiev

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Commons

https://commons.com.ua/uk/mizhnarodna-feministichna-solidarnist-z-ukrayinoyu/